

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 12 DECEMBRE 2022

Nombre de membres

en exercice : 35
Présents : 21
Représentés : 10
Absents : 3
Excusé : 1

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, ADJOINTS ; M. SERRES, MME BOUGE, M. SOUSA, MMES YENKETRAMDOO, MORIEZ, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, DEBBI ; M. RIBEIRO-CAPITAO, MME LACARRIERE-FARGES, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉ(S) :

MME LE PALUD POUVOIR A MME GREMION
MME NAOUM-GHAZIEFF POUVOIR A MME YENKETRAMDOO
M. HAMONIC POUVOIR A M. LACAMBRE
MME MICHON POUVOIR A M. POLICE
M. BOUKOUNA POUVOIR A M. PROPONET
MME HADJIAT POUVOIR A M. CRUSE
M. FERYN POUVOIR A M. DELIANCOURT
MME TERRINE POUVOIR A MME LOYAU
MME LEANZA POUVOIR A MME LACARRIERE-FARGES
M. LEBAS POUVOIR A M. RIBEIRO-CAPITAO

ABSENTS : MME CINOSI-GIRARD / M. BOUCHE / MME BERNIER

EXCUSE : M. RODRIGUES

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur **Armando SOUSA** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

D221212-12

Dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité : signature d'un avenant à la convention avec le représentant de l'Etat pour un changement de tiers de télétransmission.

OBJET : DEMATERIALISATION DES ACTES SOUMIS AU CONTROLE DE LEGALITE : SIGNATURE D'UN AVENANT A LA CONVENTION AVEC LE REPRESENTANT DE L'ETAT POUR UN CHANGEMENT DE TIERS DE TELETRANSMISSION.

RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Dans le cadre de la dématérialisation du contrôle de légalité, instaurée à effet au 1^{er} janvier 2009, la Ville a intégré le groupement de commande du Centre Intercommunal de Gestion (CIG) de la Grande Couronne et a conclu, suivant délibération du 23 septembre 2008, une convention avec le représentant de l'Etat le 29 octobre 2008 d'une part, pour l'utilisation d'un dispositif de télétransmission et, d'autre part, pour décliner localement les modalités de sa mise en œuvre.

Plusieurs avenants à la convention du 29 octobre 2008 ont été conclus les 12 janvier 2011, 17 avril 2012 et 26 janvier 2015 pour tenir compte des changements de prestataires et afin d'étendre la télétransmission aux actes budgétaires.

Le précédent groupement de commande arrivant à échéance, le Centre Intercommunal de Gestion (CIG) de la Grande Couronne a mis en place un nouveau groupement de commandes pour la dématérialisation des procédures, pour une période indéterminée.

Le CIG de la Grande Couronne, coordonnateur dudit groupement, a ainsi engagé une mise en concurrence pour le compte de ses membres pour son profil acheteur, la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité, la dématérialisation de la comptabilité publique et l'acquisition de certificats électroniques.

A compter du 1^{er} janvier 2023, le prestataire retenu pour la télétransmission des actes au contrôle de légalité est la société DEMATIS.

Considérant le changement de tiers de télétransmission, les services de l'Etat ont adressé à la Ville un projet d'avenant à la convention du 29 octobre 2008 afin de formaliser cette évolution et de la mettre en œuvre dès la mise en ordre de marche du marché.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé d'autoriser Madame la Maire à signer un avenant à la convention avec l'Etat fixant les modalités de fonctionnement de la télétransmission des actes, afin de modifier le tiers de télétransmission :

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-21, relatif aux attributions exercées par la Maire au nom de la Commune sous le contrôle du Conseil Municipal,

VU l'arrêté du 27 juin 2007 portant application de l'article D.1617-23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la dématérialisation des opérations en comptabilité publique, modifié par l'arrêté du 3 août 2011, imposant l'usage au 1^{er} janvier 2015 du Protocole d'Echange Standard dans ses versions 2 et suivantes pour la transmission dématérialisée au comptable des titres de recettes, des mandats de dépenses et des bordereaux les récapitulant,

VU les décrets n° 2001-272 du 30 mars 2001 et n° 2002-535 du 18 avril 2002 relatifs à la signature électronique,

VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2004 pris en application du décret du 30 mars 2001, fixant les modalités de reconnaissance de la qualification des prestataires de services de certification électronique et de l'accréditation des organismes qui procèdent à leur évaluation,

VU la délibération n° D082309-4 du 23 septembre 2008 approuvant l'extension à la dématérialisation du contrôle de légalité de l'adhésion au groupement de commande du CIG et autorisant la Maire à signer la convention avec le représentant de l'Etat afin d'en fixer les modalités,

VU les délibérations n° D101612-9 du 11 décembre 2010, D122603-03 du 26 mars 2012 et D 152001-2 du 20 janvier 2015 portant sur la signature de trois avenants à la convention avec le représentant de l'Etat,

VU la convention signée avec le représentant de l'Etat le 29 octobre 2008 dans le cadre de la mise en place au 1^{er} janvier 2009 de la dématérialisation du contrôle de légalité et ses avenants en date des 12 janvier 2011, sur un précédent changement de tiers de télétransmission, du 17 avril 2012, sur l'extension de la dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité aux documents budgétaires et du 26 janvier 2015 toujours sur un changement de tiers de télétransmission,

VU la délibération n° D182203-16 du 22 mars 2017 portant adhésion au groupement de commande institué par le CIG Grande Couronne sur la dématérialisation des procédures pour la période « 2019-2022 »,

VU la délibération n° D282203-17 du 28 mars 2022 portant adhésion au groupement de commandes permanent pour la dématérialisation des procédures du CIG de la grande couronne pour une durée indéterminée,

CONSIDERANT l'usage, depuis le 1^{er} janvier 2005, de la dématérialisation des marchés publics, et depuis le 1^{er} janvier 2009, de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité via les prestataires désignés à l'issue de procédures de consultation diligentées par le CIG de la Grande Couronne coordonnateur du groupement de commandes crée à cet effet, et renouvelé pour une période indéterminée,

CONSIDERANT le souhait de la ville de participer à la prochaine remise en concurrence des lots suivants :

- Lot 1 : dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- Lot 2 : Télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ;
- Lot 4 : Fourniture de certificats de signatures électroniques

CONSIDERANT le marché ainsi conclu par le CIG de la Grande Couronne s'agissant de la solution globale informant ainsi ses adhérents des trois prestataires retenus - Lot 1 : Achatpublic.com, Lots 2 et 4 : Dématis,

CONSIDERANT le changement en conséquence du prestataire de télétransmission dans le cadre du marché subséquent référencé ci-dessus, et la nécessité d'adapter ainsi la convention conclue avec les services de l'Etat,

CONSIDERANT le projet d'avenant adressé par les services de l'Etat,

D É L I B È R E

ARTICLE 1 : AUTORISE Madame la Maire à signer avec le représentant de l'Etat un avenant à la convention procédant au changement de tiers de télétransmission au 1^{er} janvier 2023.

ARTICLE 2 : DIT que les dépenses en résultant seront imputées sur le budget principal communal de l'exercice correspondant.

Résultat du vote : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 12 décembre 2022,



**La Maire,
Rafika REZGUI**